

Rwanda Tandis que le P. Wenceslas est mis en liberté sous contrôle judiciaire, Guy Aurenche s'inquiète des réticences françaises à appliquer la convention de New York

L'AFFAIRE WENCESLAS GÈNE ÉGLISES ET ÉTATS

ENTRETIEN

Guy Aurenche

Avocat, président de la Fédération internationale de l'Acat (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture)

presse avec une ouverture d'information ou une mise en examen pour faire comme s'il était condamné. Défendre et innocenter, ce n'est pas la même chose. Lorsque je défends quelqu'un, je suis son porte-parole.

— Juridiquement, comment analysez-vous son incarcération ?

— C'est l'application logique de la convention de New York de 1984, qui devrait être appliquée

un modèle d'éducation chrétienne, modèle qui n'a pas fonctionné lorsque la folie humaine a pris le dessus... Il y a eu aussi, plus largement au niveau de l'Église, des connivences inadmissibles avec l'appareil d'État. Il faut s'interroger sur la correction fraternelle entre Églises. Cette Église du Rwanda a sûrement commis une faute en étant trop proche du dictateur, mais elle n'était pas seule. Les évêques africains pourraient aussi se demander ce qu'ils ont fait avec leurs frères rwandais.

— Les droits de l'homme vous paraissent-ils suffisamment pris en compte par l'Église ?

— Après tant d'excellents discours du Pape sur la question, en tant que président de la Fiacat, j'ai le sentiment qu'elle est encore très en retrait. C'est encore une sorte de gadget social. Évidemment, personne n'est pour la torture. Mais je sens comme une distance prise par certains milieux chrétiens à l'égard des droits de l'homme. Alors qu'ils sont, comme le dit la

l'avie ne soient des bouche-trous politiques qui donnent satisfaction à l'opinion publique, et qui évitent de rouvrir le dossier du tribunal pénal international.

— Que penser de la création récente de deux tribunaux internationaux ?

— Je crains que ces tribunaux pour le Rwanda ou l'ex-Yougos-

Recueilli par
Frédéric MOUNIER
et **Marie-Françoise MASSON**

Le P. Wenceslas libéré

Le P. Wenceslas Munyeshyaka a été libéré, vendredi, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nîmes et placé sous contrôle judiciaire. Il devra se présenter quotidiennement à la gendarmerie de Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), où il exerce son ministère. Prêtre rwandais réfugié en France, et accusé de participation au génocide, il avait été incarcéré le 29 juillet. Le 10 août, le P. Luc Coppejans, assistant général des Pères Blancs, à Rome, réagissant à des articles de la presse italienne, avait déclaré : « Si le P. Munyeshyaka, qui n'est d'ailleurs pas membre des Missionnaires d'Afrique, doit rendre compte de ses actes dans son pays, il s'est toujours déclaré prêt à le faire. Rien n'a été fait, ni ne sera fait par l'Église de France ou par les Missionnaires d'Afrique pour le soustraire à la justice. » Par ailleurs, le P. Blanchard, Père Blanc responsable de la paroisse de Nyamirambo à Kigali, proche de la Sainte-Famille, dont le P. Wenceslas était curé, a recueilli plusieurs témoignages en faveur de ce dernier.

« S'interroger sur la correction fraternelle entre Églises »

depuis dix ans... Pour la première fois, le juge français utilise ses dispositions. Je ressens un malaise face aux réticences des autorités judiciaires et politiques françaises à ouvrir une telle information, parce qu'elle peut provoquer des stratégies de presse ou d'association qui bafouent la présomption d'in-

nocence. Cela vient de ce que les juges français ne supportent pas d'appliquer des textes internationaux, ou de se lancer dans des opérations judiciaires qui ont des conséquences politiques. Je l'ai vécu dans le cas de l'affaire Astiz (du nom du capitaine argentin qui avait torturé et exécuté deux religieuses françaises). Pourquoi a-t-il fallu attendre huit ans, alors que, dès les trois premières années, le dossier était complet ? Parce

que le président Alfonsín n'était plus au pouvoir...

— Que peut-on dire de l'attitude de l'Église ?

— En ce qui concerne les Pères Blancs, il faut tenir compte du choc psychologique fort qu'ils ont reçu après ce génocide. Ils sont très investis au Rwanda, dont on a voulu faire